

Bulletin
d'Histoire Contemporaine
de l'Espagne

Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne

52 | 2017

Manuel Tuñón de Lara (1915-2015)

Nouvelle Espagne

Manuel Tuñón De Lara



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1062>

ISSN : 1968-3723

Éditeur

Presses Universitaires de Provence

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2017

Pagination : 298-299

ISSN : 0987-4135

Référence électronique

Manuel Tuñón De Lara, « Nouvelle Espagne », *Bulletin d'Histoire Contemporaine de l'Espagne* [En ligne], 52 | 2017, mis en ligne le 09 octobre 2018, consulté le 29 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bhce/1062>

Ce document a été généré automatiquement le 29 avril 2019.

Bulletin d'histoire contemporaine de l'Espagne

Nouvelle Espagne

Manuel Tuñón De Lara

RÉFÉRENCE

Manuel Tuñón De Lara, « Nouvelle Espagne », revue *Esprit*, n° 337, avril 1965, p. 713-715.

- 1 Il a fallu un quart de siècle pour assister au réveil de la conscience de Madrid, ce « brise-lames de toutes les Espagnes » dont parlait Antonio Machado. Ce sont ses étudiants qui sont les porte-paroles, l'expression agissante d'une soif de liberté et de justice, trop longtemps refoulée par la crainte d'un terrorisme incarné par le Pouvoir lui-même.
- 2 La révolte de l'Université espagnole, lasse de supporter un régime obstiné à ignorer les droits de la personne humaine et les valeurs de la culture, a pris ces dernières semaines l'ampleur d'un événement qui dépasse les frontières. Une fois encore, « l'Espagne est une nouvelle », pour employer le jargon des journalistes ; mais, cette fois, la « nouvelle » devient nouveauté, celle de voir la rue Alcalá, la place Cibeles de Madrid noires d'une foule qui crie : « Liberté ! », « Dictature, non ; démocratie, oui ! » ; de voir comme le cri des universitaires madrilènes a été repris par la foule étudiante de Barcelone, Valence, Salamanque, Bilbao, Séville, Grenade, etc.
- 3 La portée de cette véritable « rébellion de l'Université », qui évoque celle qui préfigura le renversement de la dictature de Primo de Rivera à la fin de la troisième décennie du siècle, dépasse de beaucoup le simple appel à l'émotivité. Les groupes politiques qui se partagent le pouvoir ont la hantise de la succession, ils s'adonnent à l'intrigue et à la manœuvre politique dans l'espoir d'éviter des secousses révolutionnaires et de s'assurer une position favorable en vue de l'inévitable réforme qui viendra « après Franco » ; il y a donc les « ultras », les « libéraux », tout l'éventail des monarchistes, les néo-phalangistes présidentialisés, etc. Mais ce « bloc du Pouvoir », dont les fissures sont de plus en plus profondes, se heurte à une opposition grandissante de toutes les idées, les croyances et les classes sociales. Au geste maladroit de faire asseoir sur le banc des accusés le Père Dalmau, a répondu, fait sans précédent, une manifestation de prêtres. En même temps, toutes les organisations d'action catholique ont montré leur opposition à la loi

(totalitaire) sur les associations et sont résolues à s'opposer (avec l'appui de la hiérarchie, semble-t-il) au projet de loi dit des Associations de chefs de famille.

- 4 D'autre part, les grèves, interdites par la loi, éclatent partout. Les syndicats verticaux sont nettement récusés par les ouvriers basques, asturiens, madrilènes, etc., qui forment des Commissions ouvrières démocratiquement élues, appuyées très souvent par les autorités religieuses et par une partie des directeurs des entreprises.
- 5 C'est dans ce contexte que les étudiants, appuyés par la plupart de leurs professeurs, ont engagé la lutte contre le syndicat officiel et obligatoire (SEU) dont les dirigeants sont nommés par le Mouvement (c'est-à-dire, en fait, par le gouvernement) et pour la liberté syndicale dans le cadre universitaire. Ce faisant, ils ont réussi à opposer l'Université et le Pouvoir –le gouvernement. La mobilisation active, dans les manifestations, des étudiants a été de l'ordre de 20 % des inscrits, fait inouï pour tous ceux qui connaissent l'histoire du mouvement étudiant en Espagne et ailleurs. Ensuite, la grève a été totale, non seulement à Madrid, mais dans la plupart des universités espagnoles, et l'on estime à plus de 80 % des étudiants ceux qui ont cessé de reconnaître l'autorité du SEU.
- 6 Il y a donc un aspect politique de ce mouvement, non que des « professeurs [veuillent] entraîner des élèves dans la voie de la politique » (éditorial du quotidien monarchiste *ABC*). L'affaire revêt une signification politique beaucoup plus profonde : il s'agit d'une contestation générale du régime, dont l'Université est le cadre mais qui atteint les principes et les structures du régime. Ce n'est pas une contestation abstraite, mais un défi sur des points précis : les syndicats¹, la structure de l'Université, l'information objective, la liberté d'expression et d'association. Ce sont des principes, approuvés à l'unanimité par des étudiants et des professeurs, qui contredisent directement l'idée de l'état obère au régime et à sa pratique politique. Ils constituent des pièces d'un état authentique de droit, qui se profile déjà dans l'horizon espagnol.
- 7 Les autres aspects nouveaux et essentiels sont les suivants : le mouvement répond à une organisation parfaite ; il est articulé et sait joindre la discipline et la sérénité à la combativité. Ensuite, les étudiants ont réussi à trouver des formes nouvelles d'expression par les « Assemblées libres », fonctionnant d'une manière ordonnée dans toutes les facultés et les universités, avec leurs bureaux élus, et leur pouvoir « modérateur » formé par des professeurs. Ces assemblées sont déjà les organes constituants préfigurant l'organisation syndicale libre des étudiants.

NOTES

1. M. Herrero Tejedor, vice-secrétaire général du « Mouvement », vient de déclarer : « L'organisation syndicale est une pièce fondamentale de l'ordre politique... et doit rester liée au Mouvement. » Le régime et la liberté syndicale se révèlent donc incompatibles.